



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

Médiarama

Mercredi 13 juin 2012
Numéro 112

Médiarama, www.alintiqad.com

Titres des journaux

As Safir (Nationaliste arabe)

L'après-dialogue: tester les intentions

An Nahar (Proche du 14-Mars)

Onu: la Syrie est actuellement en guerre civile. Le gouvernement ne contrôle pas certaines parties de son territoire

Al Akhbar (Quotidien de gauche)

L'Etat fantôme

Al Joumhouria (Propriété d'Elias Murr)

Le dialogue sous autopsie

L'Orient-Le Jour (Proche du 14-Mars)

L'Onu accuse Damas d'utiliser des enfants comme «boucliers humains»

Al Watan (Quotidien syrien non-étatique)

L'armée surprend les terroristes à Homs sur et sous la terre. Une voiture des observateurs écrase trois citoyens à Lattaquié

Al Hayat (Quotidien saoudien)

Tunisie: Ennahda face au défi de l'intifada des salafistes

Al Quds al-Arabi (Edité à Londres)

Une source politique: Moscou a demandé à Damas d'améliorer les acquis militaires

L'événement

Syrie: l'initiative russe se fraie lentement un chemin

L'initiative russe visant à organiser une conférence internationale sur la Syrie avec la participation de pays influents au Moyen-Orient se fraie lentement un chemin, malgré le peu d'enthousiasme affiché par les Occidentaux et leurs alliés arabes. Les Etats-Unis, qui peinent à reprendre l'initiative diplomatique dans le dossier syrien, font preuve d'une attitude négative, en laissant entendre que le renouvellement de la mission des observateurs internationaux, à la mi-juillet, pourrait ne pas avoir lieu, ce qui équivaut à enterrer le plan de Kofi Annan. Dans des propos visant à titiller la Russie, la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a jugé «très difficile» de prolonger au-delà de juillet la mission de l'Onu. Elle a également souligné que les Etats-Unis s'inquiètent d'informations faisant état de l'envoi d'hélicoptères d'attaque russes à la Syrie.

Cela n'a pas empêché le ministre russe des Affaires, Sergueï Lavrov, de poursuivre son forcing, réaffirmant, à la veille d'une importante visite à Téhéran aujourd'hui, consacrée principalement au dossier syrien, que Moscou était disposée à accueillir une conférence internationale «qui contribue à appuyer les efforts du Conseil de sécurité qui a approuvé le plan Annan». Selon Moscou, la conférence pourrait réunir une quinzaine de pays dont les membres permanents du Conseil de sécurité ainsi que le Qatar et l'Arabie saoudite, le Liban, la Jordanie, l'Irak, la Turquie et l'Iran. La participation de ce dernier est indispensable, selon Sergueï Lavrov.

Après une première réaction négative, la France a annoncé qu'elle examinerait cette semaine la proposition russe. «Nous aurons cette semaine de nouveaux contacts avec la Russie à ce sujet», a indiqué le porte-parole du ministère français des Affaires étrangères, Vincent Floreani.

Sur le terrain, alors que les combats se sont intensifiés entre les troupes gouvernementales et les insurgés armés dans plusieurs régions du pays, les Nations unies ont, pour la première fois, estimé que la Syrie était actuellement dans un état de guerre civile. En réponse à une question, le chef des opérations de maintien de la paix de l'Onu, Hervé Ladsous, a dit: «Oui, je pense que nous pouvons le dire. Ce qui se passe, c'est que le gouvernement syrien a perdu au profit de l'opposition de grandes parties du territoire et plusieurs villes, et qu'il veut en reprendre le contrôle.»

Les combats les plus durs se sont déroulés dans la ville de Haffé, à une vingtaine de kilomètres de Lattaquié, récupérée par les troupes gouvernementales, qui ont également progressé dans des quartiers de Homs encore aux mains des rebelles. Les combats des derniers jours montrent que l'armée syrienne, qui avait suspendu ses grandes opérations après avoir accepté le cessez-le-feu, le 12 avril, a décidé de repasser à l'offensive. Surtout que les groupes armés ont mis à profit le déploiement des observateurs internationaux pour s'infiltrer dans de nombreuses régions et y consolider leurs positions. Exactement comme ils l'avaient fait lors du déploiement des observateurs arabes, fin 2011.

An Nahar

Ibrahim Bayram, journaliste libanais proche de la majorité

Le 14 mars a donné l'impression aux observateurs qu'il était un des principaux perdants du dialogue national. Les ténors de cette coalition, à l'exception des Kataëb, n'ont cessé de montrer qu'ils allaient au dialogue sans conviction et sans y attacher d'importance. Ils ont émis des signaux indiquant qu'ils se rendaient à la table du dialogue sous la contrainte, pour répondre à la volonté de leurs alliés de l'extérieur, qui ont béni cette initiative laquelle, pensent-ils, atténuera les tensions au Liban et préservera la stabilité, qui leur paraît essentiel pour deux raisons. D'abord, dans la période actuelle, les regards et les efforts doivent aller vers la Syrie. Ensuite, la stabilité du Liban ferait échec, selon eux, aux tentatives de Damas visant à exporter ses problèmes. De plus, le 14-mars était en situation défensive et ses rangs étaient divisés, car une de ses principales composantes, les Forces libanaises, a décidé de boycotter pour des raisons diverses et ambiguës. En revanche, une autre composante, le parti Kataëb, a pris ses distances avec ses alliés et a adopté un discours différent.

Le chef du Parti socialiste progressiste, Walid Joumblatt, avait l'air en phase avec son nouveau discours. Il est devenu un des plus ardents défenseurs du gouvernement, s'étonnant même que l'on puisse le critiquer. Il a rompu avec ses attaques virulentes contre le régime syrien, se réfugiant derrière l'expression: «Ce qui se passe en Syrie est plus grand que nous tous.»

Le représentant du Courant du futur, Fouad Siniora, a paru bien isolé à la table du dialogue. Il a affronté, tout seul, un large éventail d'adversaires, tandis que le 14-Mars semblait sans poids politique, comparé aux rounds précédents du dialogue. Les pertes de ce mouvement sont bien apparues dans le communiqué final, qui rejette la création d'une zone tampon au Nord, refuse le trafic d'armes et d'hommes et soutient l'armée libanaise.

En face, les composantes de la majorité n'étaient pas toutes aussi enthousiastes que le président du Parlement, Nabih Berry. Mais elles ont estimé que le dialogue leur apporterait les avantages suivants: le 14-Mars apparaîtrait aux yeux de l'opinion publique comme venant au dialogue sous la contrainte; la question des armes de la Résistance serait retirée du devant de la scène médiatique; les derniers doutes autour de la légitimité du gouvernement disparaîtraient.

En fin de compte, le président Sleiman apparaît comme le plus grand gagnant: son rôle et sa position sont revalorisés et il se pose en homme d'initiative.

Al Akhbar

Hiyam Kousseifi, journaliste libanaise indépendante

L'Assemblée des évêques maronites, réunie à huis-clos au siège patriarcal de Bkerké dans le cadre de sa retraite annuelle, élira sept évêques qui succéderont aux prélats démissionnaires dans la diaspora libanaise mais aussi dans les évêchés maronites au Liban. Le plus connu des partants est Mgr Youssef Béchara, évêques d'Antélias et père spirituel de la Rencontre chrétienne de Kornet Chehwan. La démission de Mgr Béchara rappelle celle de l'ancien patriarche Nasrallah Sfeir. Selon les milieux de Mgr Béchara, avec l'absence de Mgrs Sfeir et Béchara, la voix qui était le porte-étendard de la liberté, de la souveraineté et de l'indépendance se fera moins entendre au sein de l'Assemblée des évêques.

Cependant, ces changements au sein de l'Eglise maronite sont en totale harmonie avec les orientations du Vatican, qui regarde le Liban à travers le sort réservé aux chrétiens d'Orient.

ILS ONT DIT...

Michel Sleiman, président de la République libanaise

“Autour de la table de dialogue, nous avons dit non à la zone sécurisée ou la zone tampon. Le Liban est engagé dans un dialogue national et il lutte contre toute forme d'armement ou de présence d'armes. Mais le plus important dans le manifeste de Baabda, qui a été envoyé à l'Onu et à la Ligue arabe, c'est que le Liban a dit au reste du monde: «Ne me réclamez pas une zone tampon». C'est que j'affirmais en tant que chef de l'Etat, et c'est ce qu'a affirmé, et affirme encore, le gouvernement. Aujourd'hui, nous l'affirmons tous. Lors des prochaines séances du dialogue, j'entamerai bien sûr l'ordre du jour relatif aux armes. Tout le monde se rappelle ce que j'ai fait figurer dans l'ordre du jour: les armes de la Résistance, la manière d'en profiter de manière positive pour défendre le Liban, et les réponses aux questions suivantes: pourquoi s'en servir, quand, comment et où? Le Hezbollah, qui est le premier concerné par les armes de la Résistance, s'est abstenu de tout commentaire au sujet de cette invitation, et a accepté de prendre part au dialogue sur cette base-là. Le Hezbollah veut donc en discuter. Il est même dans son intérêt de le faire et d'établir le cadre nécessaire pour utiliser les armes de la Résistance et maîtriser leur déploiement. Il est le premier à y avoir tout intérêt.

Nabih Berry, président du Parlement libanais (majorité)

“La Résistance fait notre fierté, et nous n'avons rien contre des discussions sur la stratégie de défense pour immuniser le Liban contre les dangers israéliens. Il y a même urgence lorsqu'on sait qu'Israël a procédé dernièrement à des manœuvres dans les fermes de Chébaa et en Palestine occupée, pour se préparer à une éventuelle guerre contre le Liban. Il est étrange que certaines parties insistent entre-temps à soulever la question des armes de la Résistance.

Beyrouth, ville la plus chère du Moyen-Orient

Une étude du cabinet de conseil en ressources humaines Mercer place Beyrouth en tête des villes les plus chères du Moyen-Orient pour les expatriés en 2012. La capitale libanaise progresse ainsi de huit places par rapport à la précédente étude et se classe 67^e au niveau mondial sur 264 villes incluses dans l'étude du cabinet britannique. Dans son étude qui prend pour référence la ville de New York, le cabinet se base sur le coût du transport, de la nourriture, de l'habillement, des loisirs, des appareils ménagers et du logement.

Abou Dhabi, ville la plus chère du Moyen-Orient en 2011, chute à la deuxième place régionale et à la 76^e mondiale. Le coût de la vie a aussi baissé à Dubaï, l'émirat rétrogradant de la 81^e à la 94^e place mondiale.

Tokyo a été classée ville la plus chère du monde, suivie par Luanda, en Angola. Dubaï, Amman et Riyad arrivent respectivement en 3^{ème}, 4^{ème}, et 5^{ème} positions des villes les plus chères du Moyen-Orient.

42 morts, des dizaines de blessés en Irak

Au moins 42 personnes ont été tuées et des dizaines d'autres blessées mercredi dans une série d'attentats à la bombe à Bagdad et dans au moins six autres villes d'Irak, selon un bilan donné par des sources de sécurité et médicales. L'attaque la plus meurtrière a frappé Hilla, ville du centre de l'Irak, où deux voitures piégées ont fait 19 morts et 38 blessés. Au moins une dizaine de bombes ont explosé dans plusieurs villes et trois attaques à main armée se sont produites à Bagdad.

As Safir

Elie Ferzli, journaliste libanais indépendant

La reconnaissance par les Etats-Unis du droit du Liban sur une zone maritime de 530 kilomètres carrés, objet d'un litige avec Israël, s'est imposée lors des débats à la Commission parlementaire des Travaux publics et des transports. A l'issue de la réunion, le président de la commission, le député Mohammad Kabbani, a mis l'accent sur la nécessité pour le Liban de recouvrer la totalité de sa Zone économique exclusive (ZEE), insistant que personne ne pouvait négocier au sujet des frontières ou les modifier.

Dans ce cadre, une source militaire libanaise a expliqué qu'il n'est pas question pour le Liban de brader ses droits maritimes et que les négociations ont permis de récupérer à ce jour 530 des 850 kilomètres carrés objet de litige avec Israël. «Nous sommes déterminés à recouvrer tous nos droits», a ajouté la source militaire, qui a refusé la logique «jusqu'où peut aller le Liban dans le compromis». Elle rappelle, dans ce contexte, les propos du président du Parlement Nabih Berry, qui avait dit: «Nous ne leur laisserons pas même un verre d'eau, et n'accepterons d'eux aucun verre».

Cependant, la source militaire souligne qu'il faut faire la distinction entre les négociations pour délimiter les frontières maritimes, qui prennent beaucoup de temps, et les pourparlers pour définir une ligne maritime. Les efforts se concentrent actuellement sur la deuxième option, qui permettrait au Liban de profiter de la plupart de ses richesses maritimes, en attendant la solution définitive au problème.

L'exploitation par le Liban de ses richesses a justement été au centre de la réunion de la commission parlementaire, dont les membres se sont interrogés sur les raisons du retard dans les travaux de forage pétrolier et gazier.

Al Quds al-Arabi

Kamel Sakr, correspondant à Damas

Une source politique haut placée à Damas révèle que Moscou a récemment informé son allié syrien de plusieurs points importants qui constituent une sorte de boussole pour la période actuelle. Ces points se résument au fait que la mission des observateurs internationaux fait désormais partie du passé et que l'idée de transformer leur mandat en force de maintien de la paix en Syrie a été étouffée dans l'œuf.

Le deuxième point est que Moscou a informé le commandement syrien que le plan de sortie de crise de l'émissaire international Kofi Annan a expiré politiquement et n'est plus approprié aux circonstances actuelles. Damas doit être confiante que la direction russe va actuellement se concentrer sur la préparation de la conférence internationale sur la Syrie, à laquelle elle a appelé. Cette conférence établira une sorte de feuille de route pour sortir de la crise ou améliorera le plan de Kofi Annan.

Troisième point: Moscou a rassuré Damas qu'elle est déterminée à faire participer l'Iran à la conférence en gestation, et qu'elle refusera la participation de la Turquie si l'Iran n'y est pas admis.

Le quatrième point concerne la situation sur le terrain. La direction russe se dit satisfaite des succès enregistrés sur le terrain par les troupes syriennes et du fait que les équilibres militaires et géographiques sont favorables au régime, ce qui renforcera les positions de la Russie, de la Syrie et de leurs alliés dans les négociations. Moscou a conseillé au commandement syrien d'améliorer ces acquis militaires, en se concentrant sur les flancs mous qui semblent sous le contrôle de l'opposition à Homs, la campagne de Lattaquié (Hiffa) et certaines régions d'Idleb.